

« Mutations récentes de la fécondité dans quatre "petites" sociétés »

Gary Caldwell et Danielle Gauvreau

Cahiers québécois de démographie, vol. 29, n° 2, 2000, p. 197-199.

Pour citer ce document, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/010285ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Mutations récentes de la fécondité dans quatre « petites » sociétés

Gary CALDWELL et Danielle GAUVREAU *

Ce numéro contient une section thématique consacrée aux mutations récentes de la fécondité dans quatre « petites » sociétés. Pour la constituer, nous avons convié quelques auteurs à scruter l'évolution récente de la fécondité dans leur pays et à examiner les facteurs — sociaux, économiques, culturels ou politiques — susceptibles de l'avoir influencée. Quatre d'entre eux ont répondu à notre appel, soit Roderic Beaujot pour le Québec et l'Ontario (perspective comparée), Silvana Salvini et Massimo Livi Bacci pour l'Italie, et Ferenc Kamarás pour la Hongrie. Nous les remercions de nous avoir proposé des textes stimulants sur le devenir de sociétés caractérisées depuis maintenant de nombreuses années par une fécondité inférieure au seuil de remplacement des générations.

Ces sociétés se situent, au tournant des années 1960, dans des situations relativement contrastées. Toutes ont alors fait l'expérience de ce qu'on peut appeler la « première » transition démographique — déclin significatif de la fécondité sous l'effet de transformations économiques liées à l'essor de l'industrialisation, parfois ralenti par certains facteurs culturels —, mais toutes ne l'ont pas fait selon un calendrier identique ni jusqu'à des niveaux similaires. L'indice synthétique de fécondité se situe autour de 2,0 et 2,4 respectivement en Hongrie et en Italie en 1960, tandis qu'il est de 3,8 au Québec et en Ontario. Cette différence de situation entre l'Europe et l'Amérique du Nord est plus complexe qu'il n'y paraît, puisque l'apparente similitude entre l'Ontario et le Québec résulte en fait de trajec-

* Gary Caldwell : sociologue indépendant. Danielle Gauvreau : Département de sociologie et anthropologie de l'Université Concordia, directrice des *Cahiers*.

toires passablement différentes, le Québec ayant connu une première transition plus tardive et, en contrepartie, un baby-boom moins marqué. À l'aube de l'an 2000, ces quatre sociétés affichent cette fois une relative homogénéité en matière de faible fécondité : 1,2 enfant par femme en Italie, 1,3 en Hongrie, et 1,5 au Québec et en Ontario. Ces chiffres n'en cachent pas moins des situations fort différentes sur le plan des modalités de l'accomplissement des projets de fécondité.

En effet, si on retient comme caractéristiques de la « deuxième » transition la présentation qu'en fait Beaujot sur la base de Van de Kaa (1998), les sociétés étudiées ici occupent des positions différentes quant aux éléments suivants : modification de l'indice synthétique de fécondité, progression des naissances hors mariage, accroissement du pourcentage de naissances après 30 ans, diminution de la somme des premiers mariages réduits, élévation de l'âge au premier mariage, progression du divorce et de la cohabitation. Le Québec semble le plus avancé sur le plan de ces transformations, mais la Hongrie et surtout l'Italie ont des niveaux de fécondité encore plus bas, tandis que l'Ontario accuse un retard un peu plus prononcé du calendrier de fécondité. La Hongrie occupe une position qu'on pourrait qualifier d'intermédiaire en matière de mariage et de cohabitation, tandis que l'Italie se singularise par une situation que les auteurs résument en ces termes : « trop de famille et trop peu d'enfants » !

L'analyse italienne met en lumière le rôle du facteur culturel, qui, sous le couvert d'une éthique familialiste forte, fait fléchir la fécondité en-dessous du seuil généralement associé à la deuxième transition, sans que les attributs de cette dernière soient présents. En Italie et en Hongrie, l'absence d'économie industrielle en expansion et d'attributs culturels associés à la deuxième transition conduit à des niveaux de fécondité encore plus faibles. Dans le second pays, les chocs économiques et politiques associés aux changements de régime jouent également un rôle majeur, qui ajoute à la complexité des efforts d'interprétation habituels basés sur les facteurs économiques et culturels. Quant au Québec, il serait passé sans attendre de la fin de la première transition au début de la seconde, laquelle se trouve déjà bien avancée. Peut-on induire de ces différentes expériences que les facteurs économiques finissent toujours par s'imposer, même s'ils peuvent être déjoués pour un temps par des facteurs culturels ?

Ces réflexions soulèvent également la question des mesures susceptibles d'infléchir des niveaux de fécondité qui se trouvent, à des degrés divers et depuis plus ou moins longtemps dans ces différentes sociétés, bien en deçà des niveaux de remplacement. Les auteurs ne s'aventurent pas très loin sur ce terrain, mais le cas de la Hongrie, conjugué à ce que l'on sait des pays scandinaves et de la France, donne à penser que de véritables politiques familiales constituées d'un ensemble de mesures de soutien (long congé de maternité, allocations familiales, facilités d'accès au logement, etc.) peuvent influencer la fécondité si elles sont maintenues sur une longue période. La question demeure de savoir comment, dans des sociétés en proie aux transformations liées à la « deuxième » transition, pourrait se manifester la volonté politique de voter de telles mesures !